



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Centrale Eolienne du "Pays entre Madon et Moselle"

NEOEN

22 rue Bayard

75008 PARIS

Références : S-24-1064RP

Code AIOT : 0006209430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 de la centrale éolienne "Pays entre Madon et Moselle" implantée au lieu-dit "Les Trembles" sur la commune de Madonne-et-Lamerey (88270). L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centrale Eolienne Pays entre Madon et Moselle
- Parc éolien situé sur plusieurs communes à proximité de Dompierre (88270)
- Code AIOT : 0006209430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien "Pays entre Madon et Moselle" est composé de 18 éoliennes de 150 m de hauteur en bout de pale. Le parc est divisé en deux parties distantes de 2 km environ : la partie nord (13 éoliennes) et la partie sud (5 éoliennes).

Le parc éolien a été mis en service en 2022.

La construction du parc a engendré la destruction d'environ 0,75 ha de zone humide. En guise de mesure compensatoire, une prairie méso-hygrophile d'une surface de 1,5 ha a été créée (à proximité de l'éolienne E10).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure de 2023	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté la prescription de la mise en demeure concernant la zone humide.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure de 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Ensemencement d'une zone humide
Prescription contrôlée : <p>La société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE est mise en demeure, dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté : de réaliser l'ensemencement des trois parcelles mentionnées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 252/2021/DREAL/UD88 du 18 mars 2021, selon les modalités de l'article 3 de cet arrêté ; de réaliser, préalablement à cet ensemencement, les deux sondages pédologiques indiqués à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ; de réaliser un suivi écologique des trois parcelles précitées, tel qu'il est indiqué à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé.</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none">• L'ensemencement des 3 parcelles C788, C881 et C882 (de 1,5 ha au total) a été réalisé le 7 septembre 2023 par l'entreprise Pothelet de Pierry (51). Au droit de l'éolienne E10, il y a donc, à ce jour, une couverture prairiale sur une surface de 1,5 ha sur ces parcelles, conformément aux préconisations du rapport de novembre 2020 - Atelier des Territoires-Mission "zone humide" : diagnostic, évaluation des effets et élaboration des mesures compensatoires. Cet ensemencement devait être préférentiellement réalisé au printemps. Les constats sur place permettent de voir le succès de l'opération.• Le document envoyé, le 1er octobre 2024, par l'exploitant ("3763_RapportPedo20216E10-V2.pdf) informe l'Inspection que deux sondages ont été réalisés, le 27 janvier 2021 aux points définis par leurs coordonnées RGF93- Lambert 93 : (939570,10 ; 6794057,10) et (939596,00 ; 6793992,00). A noter que lors de l'établissement de la mise en demeure en juillet 2023, l'Inspection ignorait que ces sondages avaient déjà été réalisés.• Le suivi écologique de cette prairie est réalisé en 2024, par le bureau d'études "Sciences Environnement" de Besançon.
Type de suites proposées : Sans suite